

Décision individuelle portant refus

N° DI – 2022 – 248

Pétitionnaire : Frédéric AMELINE - COPACABANA
Nature de la demande : Prises de vues réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial
Localisation : calanque du Mauvais Pas, chemin des Goudes, port des Goudes et tout site en cœur terrestre ou marin du Parc national des calanques

La Directrice de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1 et R.331-68 ;

Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques, notamment son article 16 ;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume I, notamment l'objectif VII limiter la « marchandisation » des sites et des paysages ;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur), notamment son MARCoeur 31 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 août 2022 portant nomination de la directrice de l'établissement public du parc national des Calanques ;

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 4 juillet 2018 adoptant la mise en œuvre d'une redevance relative aux prises de vue ;

Vu la délibération n° CA 2020-02.04 du 25/02/2020,

Considérant la demande d'autorisation formulée le 11 novembre 2022, par la société COPACABANA représentée par Frédéric AMELINE ;

Considérant que les prises de vues réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial, ne peuvent être autorisées par le directeur de l'établissement public qu'à titre dérogatoire ;

Considérant que l'établissement public doit prévenir les impacts directs et indirects sur les patrimoines compris dans le cœur du parc par un encadrement des activités en promouvant des pratiques respectueuses du milieu naturel ;

Considérant que les prises de vues des paysages du cœur de parc ne doivent pas être autorisées à des fins promotionnelles pour des produits ou activités éloignés des valeurs liées au caractère du parc ;

Considérant que les événements festifs et alcoolisés engendrent des nuisances sonores troublant la quiétude et à la tranquillité des sites protégés, à terre comme en mer ;

Considérant que ces prises de vues ne sont pas compatibles avec les objectifs de la Charte : l'objectif VII limiter la « marchandisation » des sites et des paysages ;

Considérant que les activités décrites dans la demande ne sont pas conformes aux dispositions des textes susvisés,

DECIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La demande d'autorisation déposée par Frédéric AMELINE de réaliser des prises de vues, en cœur de Parc national, le 6 novembre et le 27 novembre 2022 à terre calanque du Mauvais Pas, chemin des Goudes, et en mer dans le port des Goudes, pour une série de films de mise en valeur de produits sponsorisés par le groupe de spiritueux Les Bienheureux, intitulée *La série docu des Bienheureux au pays du kiff* ou *The French Happiness Therapy*, avec comme premier ingrédient, le whisky Lefort est **refusée**.

La présente décision s'applique à tout le territoire situé en cœur terrestre ou marin du Parc national des Calanques.

Lien vers la carte interactive :

http://cartotheque.calanques-parcnational.fr/index.php/view/map/?repository=usages&project=pncal_perimetres

Intervenants :

Fred Testot et Jonathan Lambert
Karim DEHDOUH - PIZZA DU CŒUR
Stéphane CORDA.

Article 2 : Mesures de contrôles

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement.

Article 3 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision expose le pétitionnaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 4 : Publication

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : www.calanques-parcnational.fr).

À Marseille, le 23 novembre 2022

La Directrice

Pour La Directrice,

Nicolas CHARDIN
Gaëlle BERTRAND

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.